



La Commune



Charité gouvernementale

Conseiller municipal : Daniel Petri | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

L'hiver approche. Et avec lui, les effets d'annonces pour rassurer l'opinion sur le sort des sans logis. Ministre déléguée à la Cohésion sociale, Catherine Vautrin a fait savoir que 1 100 places d'hébergement sans limitation de durée seront ouvertes cet hiver en région parisienne, pour un " *public en grande exclusion* " avec, à la clef, " *un accompagnement social renforcé* " ; elles s'ajouteront aux 500 déjà existantes. C'est là une mesure phare du " *plan hiver 2006-2007* " du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, qui suit une vague sans précédent d'expulsions de familles qui n'arrivent plus à payer leur loyer.

Ça recommence, les discours gouvernementaux de dames patronesses vantant la charité publique en faveur des SDF, comme tous les ans à la veille de l'hiver.

Hébergement au compte-gouttes

6 000 places d'hébergement provisoire créées pour la période hivernale, et seulement pour cette période-là, du 1er novembre 2006 au 31 mars 2007, ce qui porte à 106 000 le nombre de places existantes, auxquelles s'ajoutent donc 1 600 places " sans limitation de durée ". Ne parlons pas des conditions d'hébergement : nombreux sont les SDF qui préfèrent rester dehors plutôt que de transiter dans certains foyers ou certains hôtels. Parlons plus simplement, encore une fois, du nombre de personnes qui n'ont pas de domicile personnel : elles sont plus de 800 000, selon la Fondation Abbé Pierre, auxquelles s'ajoutent, selon les mêmes sources, plus d'un million de personnes vivant dans des conditions de surpeuplement " *accentué* ". S'agissant des SDF au sens strict, rappelons qu'un tiers d'entre eux sont des travailleuses et des travailleurs et que, sur 85 000, si l'on en croit Madame Vautrin, 1 600 sans abri peuvent espérer obtenir un " *hébergement sans limitation de durée* ". Et les autres ? Où iront-ils ?

Expulsions en rafale

Ce gouvernement qui fait la charité avec parcimonie est celui-là même qui fabrique des SDF, de par sa politique qui poursuit en l'aggravant la politique des gouvernements précédents, de gauche y compris. Pourtant, il y a deux ans, le ministre Borloo, avec le soutien des médias, avait voulu faire croire qu'il allait lutter contre les expulsions locatives. Résultat : pour les six premiers mois de 2006, le nombre d'expulsions de locataires par la force publique a augmenté de 36 % à Paris, de 20 % dans l'Essonne et de 50 % dans le Val-de-Marne. Rappel utile : lorsque les décisions de justice d'expulsions ne sont pas exécutées, l'état verse des indemnités aux propriétaires. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce gouvernement " charitable " encourage ses Préfets à accélérer les expulsions. Les expulsions frappent non seulement les familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts mais aussi les locataires dont les propriétaires résilient le bail pour profiter à leur tour de la spéculation immobilière. Avant Borloo, en 1998, Martine Aubry, ministre sous Jospin, avait laissé croire elle aussi qu'elle combattrait les expulsions locatives. Résultat : les décisions d'expulsion prononcées par les tribunaux ont augmenté de 40 % depuis lors ! Et, à Alfortville, le député-maire René Rouquet donne son feu vert aux expulsions de familles monoparentales et considère que " *l'expulsion garantit un droit fondamental [...] qui est celui de la propriété* ". Pendant ce temps là, à Alfortville, le prix du m² dans l'ancien poursuit son ascension : + 27 % en 2005, + 18 en 2006.

Flambée des prix

à la montée du chômage et de la précarité, s'ajoute la vie chère, qui ne s'arrête pas à la seule flambée des loyers. Ainsi, *Le Parisien*, dans son édition du 2 novembre, révèle l'augmentation réelle des prix depuis 2001, date de l'arrivée de l'euro. La baguette de pain : + 23 %, le kilo de pommes : + 93 %, la carte orange " 2 zones " : + 18 %, les produits alimentaires : + 7 % en moyenne, le logement : + 18 %, les transports : + 16 %, etc. Alors que les salaires stagnent quand ils ne baissent pas, alors que la durée d'indemnisation des chômeurs diminue.

Qui revendiquera l'interdiction des expulsions de logement en faveur des familles frappées par la vie chère, le chômage, la précarité ou la maladie ?

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... »

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... »

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... »
